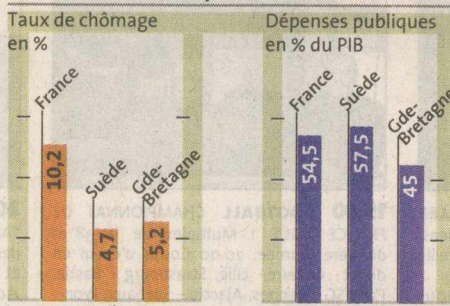


La France « sociale » n'est plus capable d'exporter autre chose que ses échecs

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

LE « ET-ET » FRANÇAIS



Source : OCDE

IL FAUDRA DIRE et redire que notre classe politique doit être tenue pour responsable de l'état lamentable de la France. Par sa petitesse, par sa cécité, par ses mensonges, par sa lâcheté. Elle n'a jamais fait la pédagogie du monde nouveau, croyant et laissant croire qu'on pouvait s'en protéger, couper aux efforts, préserver le statu quo et les « acquis ».

Cette politique de défausse porte un nom depuis vingt ans : le ni-ni. Ni libéralisme ni socialisme. François Mitterrand l'avait conceptualisé pour battre Jacques Chirac lors de l'élection présidentielle de 1988. Jacques Chirac l'a faite sienne parce qu'elle est électoralement gagnante. Le ni-ni permet de jouer sur les deux tableaux, de ne pas choisir, de différer.

Vingt ans de ni-ni ont deux terribles conséquences. La première est d'avoir ralenti l'adaptation de la France au moment où le monde accélérerait. Aujourd'hui, 1,3 milliard de Chinois et un milliard d'Indiens entrent dans le jeu l'estomac vide. Ils viennent bousculer nos façons de vivre, de travailler, de voir le monde, sans que nous nous soyons préparés. Les révolutions informatique et biotechnologique obligent à tout revoir dans nos usines, nos laboratoires et notre enseignement. Le vieillissement de nos populations pose un lourd problème à nos systèmes de soins, nos retraites et à notre dynamisme.

DÉBATS PSEUDO-POLITIQUES

La seconde grave erreur du ni-ni a été de politiser toutes les réformes en opposant le « social » et le « libéral » au lieu de les porter sur le terrain de l'efficacité. Pour les politiques d'emploi ou de lutte contre la pauvreté, par exemple, on sait aujourd'hui que les considérations « de droite » ou « de gauche » sont inopérantes face aux analyses

sur les frontières entre travail et non-travail, sur les politiques d'aides et sur leurs effets de seuil. De vieux débats pseudo-politiques ont égaré le pays des nouvelles réalités sociales et mondiales.

Aujourd'hui, le ni-ni a débouché sur le et-et : et les impôts et le chômage. La France a les prélèvements fiscaux de la Suède et le chômage des pays de l'Est. Echec sur les deux tableaux. La France a 10 % de chômage. La France a 11 % de pauvres.

La France a un million d'enfants pauvres, 3 millions de personnes sans soins, 2,6 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire. Un Français sur cinq n'a aucune formation : que peut-il espérer face aux coûts chinois ?

LE HAUT DE GAMME

Le plus criminel pour nos responsables politiques est qu'ils savent très bien, à gauche comme à droite, ce qu'il faut faire. Ce ne sont ni les diagnostics (les placards débordent de bons rapports) ni les remèdes qui manquent. Les solutions sont connues et elles sont soutenues par une très grosse majorité d'économistes, une fois exclus les néocomunistes, qui rêvent de fermeture des frontières et de nationalisations générales. « La stratégie de politique économique nécessaire est assez consensuelle », résumait Patrick Artus d'Ixis dans ces colonnes (*Le Monde* du 18 mai).

De quoi s'agit-il ? D'accélérer, non pas vers le libéralisme ou à rebours, mais vers le haut de gamme ! La France et l'Europe doivent enfin se donner les moyens de participer aux hautes technologies, à leur fabrication et à leur diffusion. Les Etats-Unis consacrent 30 % de leurs investissements à acquérir des

ordinateurs et autres systèmes robotisés, la France seulement 10 %. L'Hexagone doit dare-dare respecialiser son industrie, encore orientée vers les marchés des années 1970 (les pétrodollars). Cela passe par un effort massif de recherche-développement financé par l'Etat mais aussi par les entreprises qui ne devraient plus s'en dispenser. Elles doivent en échange imposer le seul critère de gestion : l'excellence. En parallèle, le paquet doit être mis sur l'enseignement supérieur en introduisant la concurrence au niveau européen.

Sur le front intérieur, il faut lever tous les obstacles à la création d'emplois dans les secteurs protégés et admettre que les plombiers polo-

nais sont les bienvenus puisqu'on n'en trouve pas en France ! Il faut, poursuit Patrick Artus, abaisser les impôts qui font l'objet d'une concurrence fiscale. Se lamenter contre le dumping irlandais ou letton n'y changera rien, autant en tirer le bénéfice de forcer l'administration à faire des gains de productivité.

Cette politique destinée à rehausser la croissance du pays peut dans un premier temps être douloureuse et déflationniste, admettent les économistes. D'où la nécessité d'abaisser les impôts et les charges pour compenser son effet négatif sur les ménages.

LE SUMMUM DE JACQUES CHIRAC

Mieux vaut donc aussi engager les réformes en début de mandat politique. Gerhard Schröder paie pour avoir trop tardé mais il a le courage d'aller aux urnes. Jacques Chirac atteint le summum d'être critiqué pour une politique qu'il ne mène même pas ! Et il fait payer ses attermoissements à l'Europe.

Le paysage mondial est connu, la façon d'y insérer la France aussi : rien n'a été fait par le président français qu'attendre. La situation nationale est devenue objectivement dra-

matique. Le chômage est remonté au-dessus des 10 %. La croissance française, qui était supérieure à la moyenne européenne grâce aux efforts des Français durant les années de « désinflation compétitive » avant l'euro, est repassée en dessous. Tous les avantages de compétitivité, vis-à-vis de l'Allemagne notamment, sont maintenant gâchés.

Le commerce extérieur de la France, excédentaire dans les années 1990, accuse un déficit faute d'avoir respecialisé son industrie. Son inflation est remontée dans la moyenne européenne. Le budget est en rouge de 3,7 % du PIB : l'Etat français dépense 25 % de plus que ses recettes chaque année. La génération Chirac laissera à ses enfants une dette montée de 57 % à 66 % du PIB en trois ans. Tous les économistes révisent à la baisse le potentiel de croissance du pays à 1,8 %, niveau qui ne permet plus d'espérer quoi que ce soit sur le front du chômage.

La France est dans l'impasse. Elle essaie d'exporter à l'Europe la seule chose qu'elle sache encore faire : ses échecs. Il faudra bien dire la vérité : le monde est dur, il remet en cause les acquis, d'autres pays s'en sortent, il faut s'adapter vite et arrêter de se mentir.

Eric Le Bouche

Art 36 | Basel | 15-20 | 6 | 05
Art | Basel | Miami Beach | 1-